



Syndicat de Two Cast Berry
Comité de coordination de la métallurgie du Cher
Union départementale des syndicats du Cher
8, place Malus 18000 BOURGES
Tel 02 48 21 24 79 Fax 02 48 21 24 89
Courriel : cgt.ud.cher@wanadoo.fr Web : www.ud18.cgt.fr

Fonderie de Saint-Satur : après l'audience du tribunal de commerce de ce matin 15 septembre 2009, la lutte pour l'emploi industriel continue

L'audience au tribunal de commerce de Bourges sur l'avenir de l'entreprise s'est tenue ce matin 15 septembre 2009.

Le groupe B4 ITALIA, représenté en France par la SAS METAL TEMPLE qui avait manifesté son intérêt pour l'usine de Saint-Satur n'a pas déposé de dossier avant le 14 septembre, 12 h comme l'exigeait le Tribunal de Commerce. Les représentants du groupe n'étaient donc pas présents à l'audience tout en ayant fait savoir qu'ils demandaient un délai supplémentaire pour préparer leur dossier.

Le Tribunal de Commerce a accordé un nouveau délai jusqu'au 21 septembre 12 h pour le dépôt d'un dossier de demande de reprise.

Une nouvelle audience du Tribunal aura lieu le mardi 29 septembre 2009.

Pour la CGT, le report accordé par le Tribunal de Commerce est quand même un point de marqué par les luttes qui se sont succédées car lors de la délégation de notre organisation syndicale en préfecture le vendredi 11 septembre 2009, il avait été demandé qu'au cas où il n'y aurait pas de dossier de déposé, il ne soit pas prononcé la liquidation de l'entreprise, cela afin de nous donner un délai supplémentaire pour travailler avec toutes les parties concernées dans cette affaire pour élaborer un projet industriel viable.

Madame le Préfet avait déclaré partager notre demande et s'était engagée à intervenir auprès du Parquet.

Que penser de l'attitude de B4 ITALIA ?

A l'évidence ce groupe fait du chantage à l'emploi. Il se déclare intéressé par l'usine de Saint-Satur mais veut le beurre, l'argent du beurre et la crème avec. Il recherche un maximum d'argent public alors qu'il a vraisemblablement les moyens d'acquérir l'entreprise avec ses propres moyens financiers. C'est tout de même une multinationale.

Les représentants du groupe ont jusqu'ici refusé de rencontrer les représentants syndicaux de l'entreprise (la CGT). Ils ont visité l'usine pendant les congés d'été alors que celle-ci était arrêtée. Pour évaluer la qualité d'une usine, il faut la voir quand elle fonctionne.

La lutte continue

La CGT (le syndicat de l'entreprise, le Comité de Coordination de la Métallurgie CGT du Cher et l'Union départementale CGT) entend mettre ce nouveau délai à profit pour intervenir auprès de tous ceux qui ont une part de pouvoir dans cette affaire (préfecture, administrateur judiciaire, repreneur, donneurs d'ordre, collectivités locales, ministère etc.) afin d'arriver à une solution industrielle viable : la recapitalisation, des engagements concrets du repreneur, contrôlables par les représentants du personnel et les pouvoirs publics.

Les salariés présents ce matin devant le tribunal de commerce, sont décidés à se battre sur le site et à trouver toutes les formes d'action collectives appropriées pour défendre leur emploi.

Nous le réaffirmons : plus de 60 % de la production de l'entreprise est destinée à PARKER à Vierzon et à KNORR BREMSE à Lisieux.

La Fonderie de Saint-Satur reste la seule en France à produire certaines pièces pour l'automobile et les transports. Au-delà des conséquences dramatiques sur le plan social et humain, sa fermeture entraînerait des difficultés pour les principaux donneurs d'ordre qui seraient contraints de s'approvisionner hors de France avec toutes les conséquences négatives que cela induirait : allongement des temps de transport, plus de camions sur les routes, donc plus de pollution, des difficultés supplémentaires en cas de livraisons de pièces défectueuses. La démonstration est faite une fois de plus que la puissance publique doit se réappropriier la direction de l'économie et ne pas se soumettre au bon vouloir des groupes.

La France doit mettre en place une véritable politique industrielle, c'est une des conditions incontournables pour sortir de la crise.